



**NOUS  
CONSTRUISONS  
L'EUROPE**



## **Un nouveau marché intérieur européen pour l'industrie de la construction**

Un projet de réforme réaliste

- > Création d'un cadre législatif adapté à l'industrie de la construction
- > Marchés publics responsables
- > Échange transfrontalier et utilisation de données électroniques
- > Vers une industrie de la construction durable et verte
- > Promotion d'un véritable esprit d'entreprise
- > Vers un détachement authentique
- > Création d'interlocuteurs uniques pour les travailleurs
- > Un numéro de Sécurité sociale européen pour les travailleurs pour déterminer si une personne bénéficie d'une protection sociale
- > Une carte de Sécurité sociale européenne pour tous les travailleurs
- > Instauration d'une notification préalable obligatoire en cas de détachement
- > Un système inconditionnel de responsabilité à la chaîne pour les clients et les principaux entrepreneurs
- > Des registres du commerce nationaux centralisés et la certification européenne des entreprises de l'industrie de la construction.
- > Proposition de loi sur les pratiques commerciales déloyales
- > La garantie d'un salaire moyen ou en vigueur dans les pays ne disposant pas d'un salaire minimum légal ou conventionnel
- > Restauration et renforcement des relations industrielles bilatérales dans l'industrie de la construction à l'échelon national
- > Maîtrise et contrôle efficient et efficace des entreprises et des travailleurs originaires d'États non-membres de l'UE

European Federation  
of Building  
and Woodworkers



La Fédération Européenne des Travailleurs du Bâtiment et du Bois est une fédération syndicale sectorielle européenne qui représente environ 1,6 million de travailleurs dans les industries de la construction, du bois et de l'ameublement dans 34 pays. Elle regroupe 77 syndicats nationaux affiliés à la FETBB. Elle promeut et défend les droits des travailleurs à l'échelon européen. La FETBB est affiliée à la Confédération européenne des syndicats (CES) et collabore étroitement avec la fédération internationale IBB et les autres fédérations syndicales européennes.

1.

## **Introduction:**

Cette brochure est un résumé de la vision de la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois concernant l'avenir du marché intérieur européen de l'industrie de la construction. Nous pensons ainsi que le principe de « l'égalité de rémunération pour un travail égal sur un même lieu de travail » devrait être au centre du marché intérieur européen. Pour cela, il est nécessaire de créer un modèle de concurrence équitable basé sur l'innovation, la productivité, les compétences et les qualifications. Notre vision est également une réponse à la crise de plus en plus profonde qui secoue l'UE et qui, nous en sommes convaincus, est le fruit du manque de promotion du progrès social au sein de l'Union européenne.

2.

## **La situation actuelle dans l'industrie de la construction**

L'industrie de la construction jouit d'une très grande diversité puisqu'en 2016, elle était constituée de plus de 3,4 millions d'entreprises et employait, en 2013, plus de 14 millions de personnes. En majorité, les travailleurs (97 %) y évoluent au sein de petites et moyennes entreprises qui comptent moins de 20 salariés. Cette industrie jouit également d'un effet de multiplicateur économique important sur de nombreux autres secteurs (tels que le bois, le ciment, l'acier, le verre et l'ameublement). En outre, 43 % des détachements au sein de l'UE interviennent dans l'industrie de la construction.

3.

## **L'amélioration du marché intérieur européen de l'industrie de la construction**

### **Création d'un cadre législatif adapté à l'industrie de la construction**

L'industrie de la construction a besoin d'un cadre législatif adapté, d'une application en bonne et due forme des règles, d'une prévention réelle et efficace, de contrôles adaptés et d'un respect avéré du droit du travail. L'UE ne devrait ni entraver les mesures préventives de sanction et de contrôle à l'échelon national qui sont nécessaires pour lutter contre les fraudes et les abus sociaux et pour garantir la protection de la santé et de la sécurité et de l'environnement, ni porter atteinte aux droits des travailleurs et aux actions syndicales.

### **Marchés publics responsables**

Aujourd'hui, de nombreux États membres continuent de ne se préoccuper que des prix lorsqu'ils choisissent des prestataires dans le cadre de projets publics de construction de grande envergure. En gardant cela à l'esprit, dans un premier temps, la FETBB appelle surtout la Commission à s'assurer que la directive sur la passation de marchés publics sous sa forme actuelle est bien transposée et respectée dans tous les États membres.

### **Échange transfrontalier et utilisation de données électroniques**

La FETBB propose la création d'une infrastructure informatique européenne simple à utiliser, ra-

pide, fiable, automatisée, chiffrée et interopérable qui pourrait être utilisée par des autorités nationales, des institutions, des services d'inspection sociale, des parquets et les organismes de contrôle des partenaires sociaux nationaux compétents.

### **Vers une industrie de la construction durable et verte**

La création d'une industrie de la construction durable implique que l'UE investisse dans la mise à niveau des compétences et des qualifications professionnelles de sa main-d'œuvre, notamment dans le cadre du programme vert. Pour pérenniser l'industrie de la construction, la FETBB demande que l'accent soit encore plus mis sur la formation tout au long de la vie et sur une transition tout en douceur entre l'école et la vie professionnelle et le système d'apprentissage doit être encouragé et mis à niveau.

### **Promotion d'un véritable esprit d'entreprise**

Certains travailleurs indépendants sont en réalité de simples travailleurs qui ont été littéralement privés de leurs droits sociaux et de leur protection sociale. Ces faux travailleurs indépendants bénéficient d'une protection sociale moindre et ne sont pas couverts par des conventions collectives. La FETBB exhorte la Commission européenne et les États membres à mettre un terme au faux travail indépendant.

### **Vers un détachement authentique**

Chaque année, nous constatons une augmentation des fraudes et des abus sociaux transfrontaliers. Le détachement de travailleurs devrait être basé sur le principe de « l'égalité de rémunération pour un travail égal sur un même lieu de travail ». Les États membres doivent être autorisés à mettre en place des mécanismes de prévention, de contrôle et de sanction efficaces à l'échelon national. La FETBB demande à la Commission européenne de ne pas (ab)user de son pouvoir pour promouvoir la libre circulation des prestataires de services afin de restreindre la capacité des États membres à lutter contre les fraudes et les abus sociaux transfrontaliers.

### **Création d'interlocuteurs uniques pour les travailleurs**

Des guichets uniques pour les travailleurs devraient leur fournir les informations dont ils ont besoin avant de partir travailler à l'étranger, y compris des informations administratives et des renseignements concernant leurs obligations et leurs droits légaux, les salaires et les syndicats.

### **Un numéro de Sécurité sociale européen pour les travailleurs pour déterminer si une personne bénéficie d'une protection sociale**

La FETBB est très favorable à l'instauration d'un numéro de Sécurité sociale européen. Cela permettrait aux autorités du travail et aux syndicats d'identifier les travailleurs sur les chantiers de construction et d'obtenir des informations sur leur lieu de travail, ainsi que des renseignements sur leur salaire, leurs conditions de travail et leur protection sociale.

### **Une carte de Sécurité sociale européenne pour tous les travailleurs**

La FETBB propose que tous les travailleurs puissent avoir une Carte de Sécurité sociale européenne délivrée par les autorités de Sécurité sociale de leur pays d'origine. Grâce à cette carte de Sécurité sociale européenne, les travailleurs pourraient savoir si leur employeur les a déclarés à l'autorité nationale de Sécurité sociale. Cela devrait avoir un effet d'autoréglementation et grandement faciliter les missions des inspecteurs du travail nationaux et des syndicats.

### **Instauration d'une notification préalable obligatoire en cas de détachement**

Tous les pays devraient mettre en place une notification préalable obligatoire en cas de détachement pour tous les travailleurs, quel que soit leur statut d'emploi. Cela offrirait aux autorités un aperçu des personnes présentes sur le chantier, de leurs missions et de la société qui les a recrutés/pour qui elles travaillent.

### **Un système inconditionnel de responsabilité à la chaîne pour les clients et les principaux entrepreneurs**

Un système inconditionnel de chaîne de responsabilité conjointe et solidaire permettrait de faire en sorte que les clients, les entrepreneurs principaux et les prestataires de la chaîne soient tous conjointement responsables des actes de leurs sous-traitants et des entreprises internalisées. La FETBB propose un modèle européen pour toute la chaîne d'approvisionnement de l'industrie européenne de la construction.

### **Des registres du commerce nationaux centralisés et la certification européenne des entreprises de l'industrie de la construction.**

La transparence transfrontalière des entreprises doit être améliorée. Il est actuellement difficile pour les autorités nationales de déterminer l'origine des entreprises, l'adresse de leur siège dans le pays d'accueil, leur propriétaire etc. Tous les États membres doivent mettre en place des registres du commerce nationaux accessibles et centralisés qui pourraient être associés à un système de certification européenne des entreprises de l'industrie de la construction.

### **Proposition de loi sur les pratiques commerciales déloyales**

L'industrie européenne de la construction a de toute urgence besoin d'une législation européenne sur les pratiques commerciales déloyales (PCD) qui devrait instaurer un référentiel équitable et transparent applicable à l'intégralité du processus de construction. Elle devrait également inclure un mécanisme d'introduction de réclamation et des outils de prévention, de contrôle et d'application adaptés (y compris des mesures correctives et des amendes).

### **La garantie d'un salaire moyen ou en vigueur dans les pays ne disposant pas d'un salaire minimum légal ou conventionnel**

Les travailleurs détachés dans un pays ne disposant pas d'un salaire minimum légal ou conventionnel devraient avoir la garantie de percevoir au moins le salaire moyen ou en vigueur dans le pays dans lequel ils sont détachés. Cela est nécessaire pour s'assurer que les travailleurs détachés ne peuvent pas être utilisés pour faire baisser les revenus locaux.

### **Restauration et renforcement des relations industrielles bilatérales dans l'industrie de la construction à l'échelon national**

Une industrie de la construction durable doit disposer d'un système bilatéral autonome efficace de dialogue social à l'échelon national. En effet, les partenaires sociaux sectoriels nationaux possèdent les connaissances nécessaires pour identifier les défis nationaux et sont les mieux placés pour savoir ce qui doit être fait. La FETBB demande à l'UE de prendre des mesures concrètes à l'encontre des États membres qui ont démantelé ou négligé le système sectoriel autonome de relations industrielles bilatérales. L'UE doit également redoubler d'efforts pour mettre en place de véritables systèmes de dialogue social sectoriels.

### **Maîtrise et contrôle efficient et efficace des entreprises et des travailleurs originaires d'États non-membres de l'UE**

Depuis plusieurs années, il se produit une augmentation considérable du nombre d'entreprises et de travailleurs originaires d'États non-membres de l'UE (également appelés pays tiers) et exerçant leurs activités dans le secteur de la construction. Nous ne faisons pas référence aux réfugiés ou aux demandeurs d'asile, mais à des entreprises et des travailleurs hors UE qui, à partir d'un pays tiers, exercent directement une activité dans le secteur européen de la construction. L'accès de ce groupe de travailleurs au secteur européen de la construction a lieu de nombreuses manières non transparentes.

La FETBB souligne à cet égard le danger important de nouvelles formes, cachées, d'exploitation sociale (et même dans certains cas de traite des êtres humains), ainsi qu'un danger de déplacement déloyal des entreprises et des travailleurs du secteur européen de la construction. Le marché intérieur européen doit faire l'objet d'une vigilance particulière. Il est indispensable de garantir davantage de transparence et de prévoir des mesures préventives et de contrôle, ainsi que des sanctions adaptées afin de lutter contre toute forme de fraude et d'exploitation sociale des travailleurs originaires de pays tiers.



**European Federation  
of Building and Woodworkers**  
Rue Royale 45, 1st floor  
B-1000 Brussels

[www.efbww.org](http://www.efbww.org)